

VENDREDI 21 NOVEMBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = L'ère de l'abondance est « finie », annonce un gourou clairvoyant de la finance p.1
- = Le nœud coulant du peak oil commence à se resserrer p.5

ACTUALITÉS

- = Climat et pétrole nous entraînent vers l'état de guerre p.9
- = Illusion monétaire et inflation : les quatre étapes de la catastrophe (Jim Rickards) p.10
- = Alerte Rouge du Vendredi 21 Novembre 2014 : Le plan scélérat du cartel G20 et des Maîtres (Bruno Bertez) p.11
- = En France, y'a pas de croissance, mais y'a d'la taxe p.13
- = « Les signes incontestables de la faillite en cours de la France... » p.16
- = La France est en faillite... pas l'or p.21
- = Le Japon doit faire faillite! p.27
- = Six ans de crise, trois récessions... p.29
- = Les Suisses vont-ils revenir à l'étalon-or le 30 novembre prochain? p.30
- = Climat et pétrole nous entraînent vers l'état de guerre p.31
- = Orgie et mal de crâne..... p.32
- = Comment l'Islande a mis en prison ses banquiers indéliçats p.33
- = Aux Etats-Unis, le Congrès accuse trois banques de manipuler les prix des matières premières p.36
- = LA LUTTE DES SALARIÉS CONTRE « L'AUSTÉRITÉ » p.38
- = Rester de bons européens dans l'Europe finie (Jean-Marc Jancovici) p.42



L'ère de l'abondance est « finie », annonce un gourou clairvoyant de la finance

ARCHIVES du WEB, 18 mai 2011, par Matthieu Auzanneau

"Il est temps de se réveiller : l'ère des ressources abondantes et de la baisse des prix est finie pour toujours." Tel est l'avertissement lancé par l'un des analystes financiers les plus respectés de la planète, Jeremy Grantham. A la tête du fonds d'investissement GMO de Boston, gestionnaire de plus de 100 milliards de dollars de capitaux, M. Grantham estime que la croissance de la demande mondiale de matières premières surpasse *"à un rythme alarmant"* la croissance de l'offre.

Un *"changement de paradigme"* est très probablement en train d'avoir lieu, *"peut-être l'événement économique le plus important depuis la révolution industrielle"*, avance l'investisseur britannique, célèbre pour avoir anticipé la bulle internet et la bulle des *subprimes*.

Jeremy Grantham écrit dans la [lettre trimestrielle de GMO](#), parue en avril :

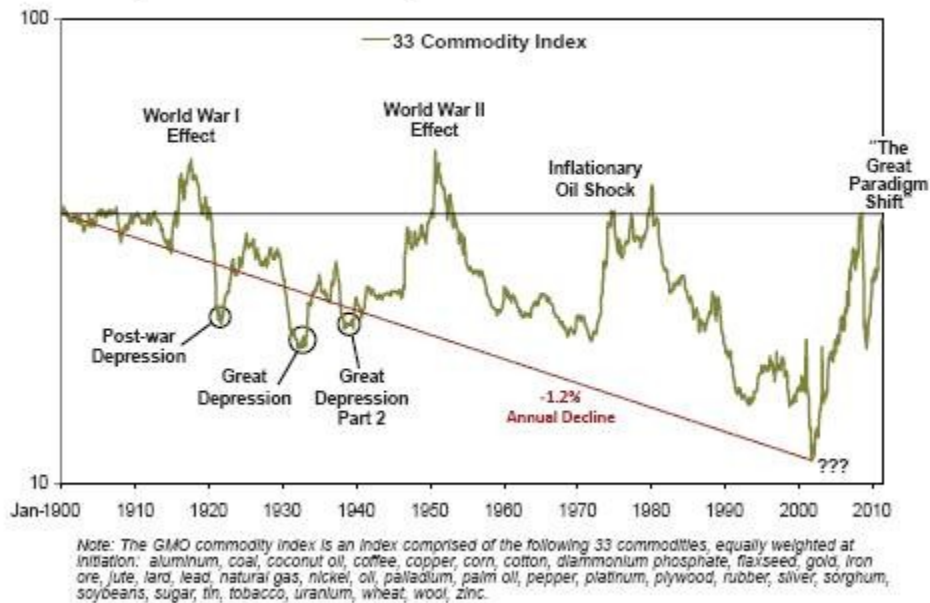
"La croissance de la population, la multiplication par dix de la richesse dans les pays développés, et l'actuelle croissance explosive dans les pays en développement ont rapidement entamé nos ressources finies en hydrocarbures, en métaux, en fertilisants, en terres arables et en eau."

La suite de l'argumentaire de M. Grantham tranche radicalement avec le discours attendu de la part d'un financier, aussi avisé et atypique soit-il :

"Le fait est qu'aucune croissance cumulée continue n'est soutenable. Si nous continuons désespérément à nous concentrer sur la croissance, nous allons nous retrouver à court de tout, y compris d'argent. Nous devons substituer la croissance qualitative à la croissance quantitative."

Mais Mme Marché est en train de nous aider, et en ce moment, elle nous envoie la mère de tous les signaux prix. Les prix de toutes les matières premières importantes, à part celui du pétrole, ont décliné de 70 % en moyenne en cent ans, jusqu'en 2002. De 2002 à aujourd'hui, ce déclin a été entièrement effacé par une hausse des prix plus forte que celle qui a eu lieu au cours de la seconde guerre mondiale."

Exhibit 2
GMO Commodity Index: The Great Paradigm Shift



Source: GMO As of 2/28/11

M. Grantham expose sa thèse :

"Statistiquement, les prix de la plupart des matières premières sont désormais tellement éloignés de leur tendance baissière antérieure, qu'il est très probable que cette tendance ancienne se soit modifiée — qu'un changement de paradigme soit en cours — peut-être l'événement économique le plus important depuis la révolution industrielle."

Pourquoi le pétrole fait-il exception dans la baisse tendancielle des prix des matières premières constatée jusqu'en 2002 ? Evoquant le spectre du '[peak oil](#)', Jeremy Grantham explique que, dans le cas du pétrole ("*de loin la plus importante des matières premières*"), le changement de paradigme qu'il décrit a débuté il y a longtemps déjà : en 1974, lors du premier choc pétrolier. Rappelant l'expertise de GMO dans la prédiction des bulles spéculatives, Jeremy Grantham tente de montrer que, justement, la hausse du prix des matières premières depuis 2002 n'est en rien une bulle. Pour asseoir sa thèse,

il met en avant les résultats d'un calcul de probabilité visant à déterminer si, oui ou non, les principales matières premières se trouvent encore fondamentalement sur leur tendance séculaire à la baisse visible jusqu'en 2002, et ce malgré la hausse constatée depuis.

Les résultats obtenus par GMO paraissent sans appel.

Le minerai de fer aurait, par exemple, une chance sur 2,2 millions de se situer encore sur la tendance baissière antérieure à 2002, le pétrole une chance sur 160, le nickel une chance sur 290, le blé une chance sur 120, le phosphate une chance sur 56, etc. Le gaz naturel fait partie des exceptions, sans doute à cause du boum des gaz de schiste, avec seulement une chance sur 2 :

The Mother of All Paradigm Shifts

	z-score*	Probability**
Iron Ore	4.9	1 in 2,200,000
Coal	4.1	1 in 48,000
Copper	3.9	1 in 17,000
Corn	3.8	1 in 14,000
Silver	3.7	1 in 9,300
Sorghum	3.5	1 in 4,300
Palladium	3.4	1 in 3,000
Rubber	3.3	1 in 2,100
Flaxseed	3.3	1 in 2,100
Palm Oil	3.2	1 in 1,500
Soybeans	3.1	1 in 1,000
Coconut Oil	3.0	1 in 740
Nickel	2.7	1 in 290
Gold	2.6	1 in 210
Oil	2.5	1 in 160
Sugar	2.5	1 in 160
Platinum	2.4	1 in 120
Lead	2.4	1 in 120
Wheat	2.4	1 in 120
Coffee	2.3	1 in 85
Diammonium Phosphate	2.1	1 in 56
Jute	2.1	1 in 56
Cotton	2.0	1 in 44
Uranium	1.9	1 in 35
Tin	1.9	1 in 35
Zinc	1.9	1 in 35
Potash	1.9	1 in 35
Wool	1.7	1 in 22
Aluminum	1.4	1 in 12
Lard	0.9	1 in 5
Pepper	0.5	1 in 3
Natural Gas	0.2	1 in 2
Plywood	-0.1	1 in 2
Beef	-0.1	1 in 2
Cocoa	-0.1	1 in 2
Tobacco	-3.3	1 in 2000

* z-score: difference between current price and long-term trend, expressed in standard deviations

** Probability: Implied probability under assumption of normal distribution of valuations

Quelques grands titres de la presse financière internationale ont fait état de

l'analyse radicale proposée par Jeremy Grantham et GMO. Mais bien peu se sont risqués à en faire la critique. Un blog du [Financial Times](#) se contente de qualifier cette analyse de "*fascinante*". Sur l'un des blog du [Wall Street Journal](#), Alen Mattich juge avec prudence que Jeremy Grantham "a peut-être raison d'affirmer que la tendance au déclin relatif du prix des matières premières a ralenti, ou qu'elle s'est arrêtée. Mais dire que cette tendance s'est complètement renversée au cours de la dernière décennie, c'est, je pense, aller un peu loin."

[Le nœud coulant du peak oil commence à se resserrer](#)

ARCHIVES du WEB, Le blog de SuperNo.com Posted on [26 juin 2011](#)



Nous sommes en train de changer de monde, et chacun continue à faire comme si de rien n'était, malgré les signes de plus en plus précis.

Noyée au milieu de faits divers épouvantables, ou de minables affaires de tricheries au bac, la nouvelle est passée inaperçue : afin de pallier l'arrêt de la production du pétrole libyen, l'[AIE](#) (Agence Internationale de l'Energie) vient de décider de mettre sur le marché 60 millions de barils. Même pas une journée de production mondiale. L'opération s'étendra sur un mois, à raison de 2 millions de barils par jour, un peu plus que les 1.7 million naguère produits quotidiennement par la Libye.

Je ne sais pas ce que cela vous inspire, mais c'est en fait extrêmement clair : nous y sommes : les forces de la "croissance infinie", du capitalisme, de la pub, et du con-sumérisme, sont aux abois. Piquer dans les stocks, cela signifie qu'il n'y a plus d'autres possibilités pour extraire davantage de pétrole du sol qui a presque tout donné. Or, en cette période de "sortie de crise", la "croissance repart" (nos minus de politiciens s'en réjouissent tous), et la demande de pétrole augmente mécaniquement.

Or la production mondiale de pétrole (et donc la consommation) plafonne inexorablement à 82 millions de barils par jour, elle ne peut désormais que décliner. Ceci pousse les prix à la hausse, et surtout, cela signifie qu'à court terme on ne pourra plus faire rouler autant de bagnoles ou voler autant d'avions, fabriquer ni donc vendre suffisamment de saloperies pour alimenter le système. Lequel système, qui ne connaît que la croissance, va s'écrouler sur lui-même dans un craquement épouvantable auprès duquel la crise de 1929 et celle de 2008 réunies ne seront qu'anecdotes.

Evidemment, la bourse réagit, et devant la perspective de la hausse soudaine de l'offre, les prix du brut chutent de 10%. Youpi, s'écrient les bisounours !

Il est assez désespérant de constater la réaction pitoyablement ridicule des imbéciles qui nous gouvernent ou prétendent le faire : aussitôt la nouvelle annoncée, Eric Besson endosse les habits de Christine Lagarde pour annoncer d'un air martial qu'il va personnellement veiller à ce que les pétroliers répercutent im-mé-dia-te-ment la baisse des prix à la pompe. Quelques centimes de moins au litre, au mieux quelques euros pour un plein.

Je ne sais pas si vous avez regardé Marine Le Pen dans l'émission de France 2, avec notamment Pujadas ("[laisse d'or](#)" du Plan B en 2010) et Joffrin (qui me semble-t-il reçut jadis la sienne), qui, débarrassés pour un soir de leur laisse et des bonnes manières qu'ils réservent aux puissants, avaient au contraire sorti leurs crocs pour dire à Marine Le Pen ses quatre vérités. Il est vrai que la probabilité qu'elle fasse obstacle à leur carrière une fois au pouvoir est infime.

Ils l'ont quand même laissée dire, au milieu de réponses à côté de la plaque et d'âneries grosses comme elle, une énormité : sachez donc, braves gens, que lorsque Marine Le Pen sera au pouvoir, elle baissera la TIPP (taxe intérieure

sur les produits pétroliers). Une “détaxe carbone”, en quelque sorte. Difficile d’avoir moins le sens de l’histoire... Il paraît qu’on n’a que les politiciens qu’on mérite, mais je me demande qui a bien pu mériter ça...

Au même moment, l’industrie aéronautique pavoise, et Airbus annonce notamment [la vente de plus de 500 “A320 néo”](#), qui consommeraient 15% de moins que son prédécesseur. Ce ramassis d’andouilles se rend-il vraiment compte que d’ici 20 ans leurs tas de ferraille rouilleront, à l’abandon sur des terrain vagues ? Que le carburant sera devenu trop rare et trop cher ? Et que de toute façon les chômeurs ne prennent pas l’avion ? La drogue de la croissance, comme celle de l’amour, provoque l’aveuglement...

Que va-t-il se passer dans un mois ? Je doute que la guerre en Libye (aka “*War for oil by BHL*”) soit terminée et que le pétrole libyen coule à nouveau à flot. Eh bien on sera revenu au même point, avec 60 millions de barils en moins dans les stocks. Qu’il faudra bien reconstituer... etc... etc... Quand un chômeur commence à taper dans son livret A parce que Pôle-Emploi ne lui permet plus de payer son loyer, ça sent le roussi. A ceci près que le chômeur peut éventuellement retrouver du boulot, mais que nous ne retrouverons jamais de pétrole, et ça fait toute la différence.

Et il ne faudrait surtout pas oublier l’autre pic, [celui des métaux](#), qui est au moins aussi inquiétant.

Aujourd’hui pourtant, la tendance est à l’écologie des bisounours, et à l’ostracisation des “vrais” zécolos, qualifiés au choix de “sectaires”, “d’intégristes”, voire de “fascistes”. C’est ce que Paul Ariès appelle “l’adaptation”. Plus question de s’opposer frontalement, c’est impoli. Accompagner, en faisant mine de croire que l’on pourra changer quelque chose. Les bisounours se laissent corrompre par la proximité du pouvoir croissanciste, et rouler dans la farine. Dans son livre “*Qui a tué l’écologie*”, Fabrice Nicolino décortique le phénomène, et explique comment des associations comme Greenpeace ou le WWF se sont assagies (enfin, surtout la première, la seconde ayant toujours été très sage), préférant le confort matériel et la rentabilité du *charity business* aux vrais combats écologistes. Leur participation au “Grenelle de l’environnement” les a totalement ridiculisées. Il ne faut pas s’étonner dans ces conditions que [les salariés du WWF se rebellent](#) contre leur patron Serge Orru, écotartuffe et autocrate, au salaire de ministre.

Autre exemple moins connu mais très significatif cité par Nicolino : la dérive du ROC (Rassemblement des Opposants à la Chasse), qui fut présidé jusqu'à sa mort en 2000 par le grand Théodore Monod. Depuis 2001, l'association est dirigée par Hubert Reeves, et a pris un nouveau cap, plus consensuel. La première mesure du nouveau président fut de changer le nom de l'association : le ROC devient "*LIGUE POUR LA PRÉSERVATION DE LA FAUNE SAUVAGE ET LA DÉFENSE DES NON-CHASSEURS, dite ROC*", et sa volonté devient d'"être positif"...

Il y a aussi le gaz de schiste. Pour l'instant, l'opposition est totale, et les projets ont été gelés. Du moins en apparence. Mais les affairistes et leurs complices au gouvernement continuent à s'agiter en coulisses, et ils reviendront à la charge. Si comme il se raconte, il y a plusieurs décennies de consommation dans le sous-sol, la pression pour que le massacre s'opère sera intenable, et l'irréparable se commettra, soyez-en sûrs. De premières lézardes dans l'opposition se feront jour, et vous verrez bientôt les premiers zécolos en peau de lapin vous expliquer que finalement ça n'est pas si terrible, qu'il ne faut pas aller contre le progrès, que c'est après tout moins dangereux que le nucléaire, que... (rajoutez ici toutes les foutaises concoctées par les agences de comm à la solde de ces massacreurs cupides).

Il n'y a qu'une seule écologie, c'est l'écologie politique. Et elle ne peut pas être de droite (ni même "socialiste", ou "communiste", évidemment) : elle est nécessairement anticapitaliste et antiproductiviste. Le temps des bisounours est passé, l'heure est au combat. Et quand je vois que les zécolos estampillés officiels, qui après avoir abandonné toutes les révoltes sous la conduite de Daniel Cohn-Bendit, vont maintenant se hulotiser, j'enrage. Pire, José Bové lui-même soutient non seulement Hulot, mais ose émettre, sans mourir de honte, l'hypothèse d'appeler à voter "socialiste" dès le premier tour (pour éviter le risque du FHaine, évidemment).

On en crève, du positivisme. Lorsqu'un passager laisse un mec bourré conduire une voiture, il peut être accusé de non assistance à personne en danger. La maison brûle, et on vote Hulot. Pour revenir au pétrole et à la croissance, il ne faut plus prendre de gants avec ceux qui nous mènent au gouffre. Il faut les traiter comme ce qu'ils sont : des incapables, des irresponsables, des dangers publics, des nuisibles à éradiquer d'urgence.

ACTUALITÉS

Climat et pétrole nous entraînent vers l'état de guerre

Biosphere 19 novembre 2014

« Une perturbation importante du climat serait source de guerre ». Cette déclaration de François Hollande au sommet du G20 n'est qu'une minuscule ébauche d'une prise de conscience politique de la gravité de la situation actuelle. En effet il est déjà clair que les guerres du climat ont déjà commencé. Stéphane Foucart dans sa chronique planète* envisage cette explication pour la Syrie et l'Irak, sécheresse et explosion démographique se conjuguent pour aviver les tensions. Harald Welzer, dans Les guerres du climat montrait que c'était le cas au Darfour : « Une étude de l'UNEP (United Nations Environment Programme) de juin 2007 résume ainsi la situation au Darfour : les problèmes liés à l'environnement, combinés avec un accroissement exorbitant de la population, créent les conditions-cadre de conflits violents qui éclatent le long de frontières ethniques. C'est-à-dire que des conflits qui ont des causes écologiques sont perçus comme ethniques. Le déclin social est déclenché par un effondrement écologique, mais la plupart des acteurs ne le voient pas. »

Il y a de fortes chances que cet effondrement ne va pas seulement toucher des pays périphériques, mais aussi ce qu'on appelle aujourd'hui les « grandes puissances » ; il sera certainement civilisationnel, nous faisant aller vers des âges obscurs. Harald Welzer envisage le blocage de nos démocraties centralisées face à une menace future : « La diffusion mondiale d'un modèle de société fondé sur la croissance et l'épuisement des ressources font apparaître comme irréaliste qu'on limite à deux degrés seulement le réchauffement d'ici le milieu du siècle. Et c'est là un résumé qui s'appuie seulement sur l'aspect linéaire des choses, sans tenir compte des processus non linéaires susceptibles d'aggraver radicalement le problème climatique – si, par exemple, le dégel du permafrost dégage du méthane en quantités énormes. Il peut y avoir des effets de dominos encore insoupçonnables... De même la logique des processus sociaux n'est pas linéaire. » De toute façon d'autres éléments vont entrer en jeu bien avant que les perturbations climatiques ne deviennent critiques.

Dès 2005, Yves Cochet pouvait parler de pétrole-apocalypse : « La hausse du cours des hydrocarbures ne sera pas un simple choc pétrolier, ce

sera la fin du monde tel que nous le connaissons... Dans les pays industrialisés, l'alimentation du consommateur est le dernier maillon d'une chaîne agroalimentaire dominée par la délocalisation et la désaisonnalisé... Suite au pic pétrolier, les pays importateurs souffriront de pénurie, ce qui les entraînera vers l'effondrement économique et social. Où aller pour trouver à boire et à manger ? Nous n'avons plus de parents fermiers à la campagne chez lesquels nous réfugier comme nous l'avons fait au cours de la débâcle de 1940. Nous n'avons plus un ailleurs inexploré comme l'avaient jadis quelques hordes, émigrant massivement lorsque la pression démographique sur le territoire traditionnel dépassait sa capacité de charge écologique. Que nous restera-t-il hormis la violence ? Il n'existe qu'une demi-solution : la sobriété immédiate... »

* LE MONDE du 18 novembre 2014, *Le climat et la guerre*

Illusion monétaire et inflation : les quatre étapes de la catastrophe

21 nov 2014 | [Jim Rickards](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Vers 1730, Cantillon mit en avant une faille extrêmement insidieuse dans le raisonnement de la banque centrale concernant l'inflation et les injections monétaires. Selon lui, l'inflation se développe non pas de façon uniforme dans l'économie mais par vagues — ce que Milton Friedman, dans les années 1970, a également souligné. L'inflation, selon Cantillon, se déplace en cercles concentriques, à partir d'un petit noyau de personnes vers un groupe de plus en plus large d'individus qui en sont affectés.

La classe moyenne est positionnée sur les cercles extérieurs et voit l'inflation en dernier. Elle est la victime de la perte du pouvoir d'achat

On peut comparer ce mouvement à celui d'ondulations qui s'étendent à la surface de l'eau lorsqu'on jette un caillou dans une mare. Cantillon disait que les riches et puissants forment le cercle intérieur ; ce sont eux qui constatent l'inflation les premiers. Cela leur donne le temps de se préparer. La classe moyenne est positionnée sur les cercles

extérieurs et voit l'inflation en dernier. Elle est la victime de la perte du pouvoir d'achat.

Cet effet Cantillon peut expliquer pourquoi les investisseurs très riches comme Warren Buffett achètent des actifs tangibles comme des chemins de

fer, du pétrole et du gaz naturel qui garderont leur valeur lorsque l'inflation frappera. Aujourd'hui, selon les mesures officielles, l'inflation est faible mais ceux du cercle intérieur la voient déjà arriver, comme l'a suggéré Cantillon.

Si vous faites partie des cercles plus larges, vous resterez sans doute trop longtemps dans les portefeuilles classiques d'actions et obligations et vous verrez la valeur de vos actifs se diluer à cause de l'inflation. Vous ne vous en rendez peut-être pas compte jusqu'à ce qu'il soit trop tard. L'illusion monétaire trompe les petits investisseurs.

▪ Où en sommes-nous ?

On peut décomposer l'illusion monétaire en quatre étapes. A la première étape, le travail préparatoire de l'inflation est mis en oeuvre par les banques centrales mais il n'est pas encore apparent pour la plupart des investisseurs. C'est là l'étape "tout va bien", où les gens comptent leurs gains nominaux mais sont aveuglés par l'illusion monétaire.

Lorsque l'inflation devient plus évidente, nous sommes à l'étape deux. Les investisseurs valorisent encore leurs gains nominaux en supposant que l'inflation est temporaire et que les banques centrales "ont la situation bien en main".

Si vous possédez des actifs tangibles avant l'étape trois, vous serez épargné

A l'étape trois, l'inflation commence à prendre de l'ampleur et les banques centrales perdent le contrôle. A ce moment, l'illusion se dissipe. Les épargnes et autres produits à revenus fixes comme les assurances-vie, les rentes et les pensions de retraite perdent

rapidement de leur valeur. Si vous possédez des actifs tangibles avant l'étape trois, vous serez épargné. Mais si ce n'est pas le cas, il sera trop tard parce que le prix des actifs tangibles grimpera en flèche avant que l'illusion monétaire ne se dissipe.

Enfin, l'étape quatre peut prendre deux directions. La première est l'hyperinflation, comme dans le cas de la République de Weimar ou du Zimbabwe. Dans ce cas, toute la monnaie-papier et les flux d'argent sont détruits et une nouvelle monnaie naît des cendres de l'ancienne. L'autre direction possible est la thérapie de choc, du genre de celle qu'imposa Paul Volcker en 1980. Dans ce cas, les taux d'intérêt montent et peuvent atteindre jusqu'à 20% pour tuer l'inflation... et l'économie — quasiment — dans le même processus.

En ce moment même, nous nous situons à la fin de l'étape un et nous nous rapprochons de l'étape deux. L'inflation est là, à doses homéopathiques, et on s'en rend à peine compte. Les épargnes sont lentement confisquées par l'inflation mais les investisseurs sont encore encouragés par les bulles d'actifs dans les actions et l'immobilier. Il faut faire preuve de vivacité et commencer à acheter une assurance contre l'inflation sous la forme d'actifs tangibles avant que la super hausse de l'étape trois ne rende le prix de ces actifs inaccessible.

Alerte Rouge du Vendredi 21 Novembre 2014 : Le plan scélérat du cartel G20 et des Maîtres

Par Bruno Bertez 21 novembre 2014

La démarche est de « junioriser », excusez le néologisme, quasi tous les dépôts des particuliers au point que l'argent en banque des ménages devienne du quasi capital. Il s'agit non pas de se donner les moyens de faire face à une crise bancaire isolée, mais de se donner les moyens de réaliser des opérations du type Grèce et Chypre.

A la limite cela consiste à de donner les moyens de déclencher une crise bancaire et de l'étouffer dans l'œuf. On se prépare à la seule issue à la crise, c'est à dire à envisager que les banques ne fassent pas leur plein sur les créances qu'elles détiennent sur les Etats souverains. Car si elles ne font pas leur plein, elles sont en Etat de faillite.

Ce qui est logique en terme systémique. Les ménages n'ont plus d'intérêt à faire un « run » sur la banque puisque en tant que classe ou groupe social, ils font un « run » sur eux même.

C'est ce que je souligne sous le nom de boucle d'auto régulation ou auto-rééquilibrage.

En fait on considère que les ménages ont touché pendant 30 ans de l'argent qui n'a pas été gagné, mais de l'argent qui est de la dette transformée en monnaie. Cet argent n'a pas de contrepartie, il est selon l'expression que j'utilise souvent « fictif », la bonne expression est « money borrowed into existence ». Il fait courir une menace sur le système si il part à la recherche de sa contrevalet (run) donc il est logique d'euthanasier cet argent en tant qu'argent et de le virer au compte capital des banques. C'est une écriture

comptable qui en fait est une destruction/neutralisation de cet argent fictif.

C'est presque ma solution, mais avec l'escroquerie en plus d'une part et avec le maintien de l'ordre kleptocratique d'autre part...

Ma solution est de décréter un « haircut » sur les dettes des Etats souverains, de constater ainsi les pertes des banques dans leur bilan et d'adosser, c'est à dire de nationaliser temporairement le système bancaire, puis de le restructurer et recapitaliser avec des fonds publics, c'est à dire des fonds des ménages et de le remettre en Bourse avec de nouveaux dirigeants.

Ceci permet:

- - de résoudre la question de la solvabilité des souverains.
- - d'assainir le bilan des banques qui devient vrai et sincère.
- - de revenir à une politique de rémunération positive de l'épargne.
- - de faire en sorte que les kleptos perdent tout.
- - le peuple, les ménages deviennent propriétaires des banques et donc deviennent le patron.

Une fois restructurées et recapitalisées, les banques sont revendues au secteur capitaliste, avec une nouvelle Charte, de nouveaux actionnaires et de nouveaux dirigeants.

On met en prison les anciens dirigeants et toute la clique qui s'y rattache, gigantesque Commission Pécora.

On décrète l'illégalité de tout bail-out pour faire bonne mesure et que cela ne recommence pas.

Le système G20 est une socialisation/nationalisation comme je le préconise, mais sans les aspects négatifs pour les kleptos et sans aspect positif aucun pour le peuple. Donc on est sûr que cela va continuer et que rien ne changera.

Ce qui est fondamental c'est le diagnostic; la crise est une crise d'excès de dettes, c'est à dire de money borrowed into existence.

Donc il faut corriger l'excès de dettes, ce sont les haircuts.

Puis il faut assainir les bilans des banques, c'est l'amputation de la masse de monnaie excédentaire qui se retrouve parquée dans les dépôts.

Et la transformation (stérilisation) d'une partie de la monnaie en excès dans le circuit, en capital nouveau.

Le tout complété:

- -Par des sanctions sanglantes
- -Des changements réglementaires et législatifs
- -Des changements d'hommes

En France, y'a pas de croissance, mais y'a d'la taxe

21 nov 2014 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ La France au bord de la faillite, la Bourse qui ne décolle pas, les consommateurs qui broient du noir...

Tout ceci est une pure absurdité : notre pays est riche et plein d'avenir... sur un plan fiscal s'entend.

Démonstration !

Nos fonctionnaires de Bercy ont accumulé au cours des dernières décennies un fabuleux trésor de guerre en matière de projets d'impôts et de taxes. Il n'y qu'à puiser dans le stock, il est inépuisable... et certains concepts fiscaux frisent le génie à l'état chimiquement pur !

Pour boucler le budget 2015, l'Etat n'avait que l'embaras du choix. Parmi le millier de solutions pour renflouer les caisses, une main innocente a sorti du chapeau ce mardi 18 novembre la "taxe sur les parkings" détenus par les entreprises à Paris ou la Défense.

Il s'agit d'un avantage en nature offert aux salariés ; ainsi, ils ne payent pas le coût du stationnement en surface par le biais des parcmètres (les communes sont injustement privées de cette manne) ou dans des parkings appartenant à des concessionnaires privés (Vinci, Eiffage, Bouygues) dont l'Etat prélève une partie des recettes sous forme d'IS et de TVA.

La beauté de cette taxe sur les parkings, c'est qu'elle est en quelque sorte foncière... mais sans pouvoir être déduite par les entreprises à ce titre. Elle s'applique en effet à un "usage", non à une "possession".

Car n'oublions pas que les parkings sont déjà taxés sous la forme d'impôts sur les actifs immobiliers et financiers et rentrent naturellement dans le calcul des impôts locaux versés par les entreprises propriétaires des murs et surfaces.

Suivant la logique de la taxe sur les parkings, l'Etat devrait également prélever une "taxe sur les semelles" ▪ **Puisqu'on en est là...**

Suivant la logique de la taxe sur les parkings, l'Etat devrait également prélever une "taxe sur les semelles". Après tout, les automobilistes ou les usagers des transports en commun les usent moins que les piétons qui se rendent à leur travail à pied : ils privent donc injustement l'industrie de la chaussure d'un chiffre d'affaire conséquent et sur lequel l'Etat devrait pouvoir percevoir une abondante TVA.

Une autre taxe devrait être prélevée sur les salariés qui habitent à moins de 10 minutes de leur lieu de travail à pied. Elle s'intitulerait la "taxe de proximité" : bien fait pour ces ignobles privilégiés qui ne payent ni abonnement pour les transports en commun, ni taxes sur les carburants (puisqu'ils ne circulent pas) et qui n'usent pas suffisamment leurs semelles.

De même, les personnes qui ne partent pas en vacances devraient également être taxées pour compenser l'absence de recettes de TVA générées par le non-achat de billets de train ou de billets d'avion (vive les taxes aéroportuaires)... par le non-remplissage de réservoirs avec de l'essence ou du diesel (hyper taxés)... par le non-acquittement de péages d'autoroute... par la non-réservation de location d'appartement ou de nuitées en hôtel (ces derniers vont devoir acquitter une nouvelle taxe de séjour alourdie).

▪ **Ah, et n'oublions pas les épargnants !**

Une taxe devrait également être prélevée sur les épargnants qui ne détiennent pas d'actions — lesquelles montent désormais éternellement, sans aucun risque de correction ultérieure (c'est toute la magie du système de faux-monnayage mis en place par les banques centrales).

Le principe est simple et de pure justice. Une répression financière impitoyable s'abat sur ceux qui détiennent de l'épargne-retraite sous forme d'obligations d'Etat qui ne rapportent plus rien (mais l'Etat ampute tout de même le maigre reliquat de la CSG sur les contrats d'assurance-vie en euro) ... tandis que les actionnaires sont pour leur part taxés sur les plus values, à 45% ou plus, en fonction de leurs revenus.

Ceux qui n'ont que des dettes et pas d'épargne taxable ne payent rien

Vous mesurez ce scandale : ceux qui n'ont que des dettes et pas d'épargne taxable ne payent rien. Ces petits malins ne peuvent pas continuer s'en tirer comme ça !

[Bientôt : la taxe sur les dettes.]

Il n'y a qu'à les contraindre à s'endetter auprès des banques — les *hedge funds* le font bien, eux, et ils y vont à coups de milliards — pour acheter des "actions qui montent tout le temps et pour toujours". Ensuite, on leur appliquera la fiscalité sur les valeurs mobilières, déduction faite des frais d'emprunts contractés pour jouer en bourse.

La mairie de Paris, dans sa grande sagesse, a également décidé l'an dernier d'interdire de faire du feu dans leur cheminée aux occupants de logements qui en sont dotés. En effet, certains usagers n'hésitaient pas à y brûler du bois provenant de leur résidence secondaire ou d'un producteur vendant quelques stères à bas prix, de la main à la main.

L'Etat ferait bien de s'en inspirer car en interdisant de faire une flambée — ou en taxant très lourdement les conduits de cheminées —, les bénéficiaires d'unâtre en état de marche se tourneraient rapidement vers le fioul, le gaz ou l'électricité... qui sont copieusement imposés.

En plus, les feux de cheminée, ça noircit les toits et les murs des villes et ça sature l'air en CO²; (c'est l'argument mis en avant par les "verts" et qui a emporté l'adhésion du conseil de la Mairie de Paris fin 2013).

Vous me rétorquerez que les chaudières ou les centrales au fioul, au gaz, au charbon dégagent également du CO²;... certes, mais c'est du bon CO²;, puisqu'il est taxé !

Pour faire bonne mesure, l'Etat devrait instituer une taxe sur les entreprises qui payent plus de 15 taxes différentes (ça va très vite de nos jours) : elles sur-sollicitent nos fonctionnaires. Sans oublier celles qui préfèrent se mettre en faillite pour ne plus rien payer du tout, au risque de mettre une partie du personnel de Bercy au chômage. C'est pas du jeu : ces tricheurs doivent payer !

« Les signes incontestables de la faillite en cours de la France... »

Charles Sannat 21 novembre 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Il y a la réalité fantasmée, celle que l'on aimerait avoir, le doux rêve, et puis il y a la triste réalité des faits que l'immense majorité ne veut pas voir.

Il y a deux notions de psychologie humaine à avoir en tête lorsque l'on aborde ce type de sujet. La première c'est celle « d'aveuglement volontaire » ou le sujet rejette volontairement tous les faits qui le dérangent dans son confort quotidien. Penser que la France va faire faillite est tellement effrayant que l'on préfère ne pas voir, on fait « l'autruche » comme le dit si bien le langage populaire, la tête dans le sable et le derrière prêt à recevoir un bon coup de pied... Mais au moins, on ne le voit pas venir avec angoisse. La deuxième notion dont je parlais dans l'article d'hier est le biais dit de « conformité », où l'on veut tous se ressembler pour se sentir accepté par le « groupe ». La pensée exprimée sera donc toujours la pensée consensuelle du groupe ou la pensée que l'on pense que le groupe peut entendre. C'est ce biais qui explique le « consensus » ou la « pensée unique » ou les propos lénifiants dont nous sommes abreuvés.

Lorsque vous prenez en compte ces deux éléments, vous obtenez une écrasante majorité de gens qui « font » le consensus et qui, pour ne pas voir la réalité froide et monstrueuse, vont s'aveugler volontairement et développer une pensée unique stérilisante et la défendre bec et ongle. Celui qui dit la réalité des faits devient l'ennemi du groupe que le groupe va chercher à abattre. Le message est inaudible.

C'est ce que nous vivons avec nos proches, notre familles, nos amis, nos collègues de travail.

Les signaux faibles d'une faillite déjà en cours sont désormais parfaitement visibles.

Il y a quelques années, on me demandait souvent quels seraient les signes avant-coureurs de l'effondrement et de la faillite de notre pays. J'ai toujours répondu que je ne savais pas mais qu'on les reconnaîtrait d'une façon évidente. Avec une certitude absolue. Un peu comme la fille qui va devenir votre épouse. Le choix est une évidence tellement l'amour est grand et tout aussi évident... Bon, la suite va être nettement moins romantique.

Ces signaux faibles, ces indices précurseurs d'une faillite déjà entamée et inéluctable, sont désormais là, sous nos yeux. Ils s'étalent à longueur de grands titres de presse mais, entre le biais de conformité et d'aveuglement volontaire sans oublier l'immédiateté de l'information jamais analysée où un titre chasse tout aussi vite l'autre en mélangeant aussi bien l'économique que

le peuple, dans un monde où tout se vaut, où il n'y a plus de hiérarchie de degré d'importance, évidemment l'immense majorité passe complètement à côté et ne le voit même pas. La majorité veut continuer son doux rêve le plus longtemps possible. On ne peut pas leur en vouloir, mais leur réveil sera très douloureux. Je constate néanmoins que si nous ne devons pas leur en vouloir, l'inverse n'est pas vrai et, bien souvent, ils nous en veulent beaucoup de vouloir mettre fin à leurs illusions, comme ces enfants gâtés qui voudraient encore croire au Père Noël et ne veulent surtout pas grandir.

Je vous livre donc ici quelques exemples, tous parfaitement vrais et qui se déroulent là, maintenant, tout de suite sous vos yeux ébahis... Il suffit juste de les mettre bout à bout, de les prendre ensemble et pas séparément entre deux histoires de Nabilla ou de terrorisme islamique et vous verrez qu'ils pointent tous exactement dans la même direction : celle de caisses totalement vides pour l'État, de caisses tellement vides, qu'en réalité la question n'est même plus de savoir si l'État va ou pas faire faillite mais quand l'État sera obligé de le reconnaître et quelles seront les modalités de renégociation de notre dette. Ce n'est pas pour dans 20 ans. Ce n'est pas pour aujourd'hui non plus mais vraisemblablement pour 2015 et plus probablement que nous ne pourrions sans doute pas passer le budget 2016.

Joëlle, instit sans salaire, dépannée avec des bons alimentaires

« Les enseignants stagiaires de l'école supérieure de professorat et de l'éducation de Livry-Gargan ont manifesté ce mardi.

La grogne s'intensifie en Seine-Saint-Denis. Ce mardi plus de 300 jeunes professeurs des écoles stagiaires manifestaient à Livry-Gargan. Ils devraient être plus nombreux encore à se rassembler mercredi devant la direction académique de Bobigny. Ce qu'ils réclament ? Une révision de leur formation, mal adaptée, mais aussi le versement des salaires de certains de leurs collègues qui n'ont toujours pas été payés depuis la rentrée... »

Officiellement, c'est toujours la faute « aux problèmes informatiques » ou aux retards administratifs, la réalité c'est que tout le monde se fout de tout et qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses. Alors on refile des tickets resto aux instits... Pathétique état de la France.

[Source *Le Parisien* ici](#)

L'armée va revendre son matériel à une entreprise privée pour le louer...

Comme nous n'avons plus un radis, nos armées vont tout simplement revendre leur matériel à des sociétés privées (Macron est très pour et Michel Sapin très contre et Hollande a donné raison à Macron). L'armée va donc percevoir quelques milliards de ces ventes tout de suite, ce qui va boucher un trou de plus de 2 milliards d'euros dans le budget de la défense, puis les armées vont payer un « loyer » une location pour leur matériel... Résultat : l'année prochaine, il faudra trouver autre chose pour boucler le budget... Plus d'argent et pathétique état de la France.

[Source *Les Échos* ici](#)

Baisse de 30 % des retraites complémentaires des fonctionnaires

« Selon l'information diffusée par FranceInfo, une mauvaise surprise pour 110 000 fonctionnaires en retraite. Leur complément de retraite sera amputé d'un tiers dès l'an prochain. Une décision de l'UMR, l'Union mutualiste retraite qui doit être entérinée mardi après-midi au cours d'une assemblée générale de cette mutuelle qui propose une épargne retraite facultative aux fonctionnaires essentiellement. » 30 % mes chers amis, ce n'est pas rien... Au cas où vous auriez un doute, il n'y a juste plus de pognon. Fini. Terminé et c'est maintenant.

[Source ici](#)

Agirc... les caisses de retraites des cadres, en faillite !

« L'information n'est pas nouvelle : nous vous en parlions déjà le 11 octobre... 2012 dans notre Ecodigest titré « Retraites complémentaires, fin de partie en 2017 ». Ce jour là, les partenaires sociaux – syndicats et patronat – devaient se réunir pour changer ce qui pouvait l'être. Seulement voilà, quasiment rien n'a été fait, à part un gel de la revalorisation des pensions, et en novembre 2014 nous pouvons encore écrire ici que l'AGIRC risque la banqueroute en 2017-2018. Exactement comme en 2012, mais deux ans plus tard. »

Il n'y a plus d'argent et la faillite c'est maintenant.

[Source *Économie Matin* ici](#)

Police et gendarmerie... chronique d'une catastrophe annoncée !

Alors que « plusieurs milliers de policiers ont défilé aujourd'hui à Paris pour dénoncer leurs conditions de travail et « le mal-être » dans la police, une initiative rare pour ce corps de métier », cet autre article du Figaro nous apprend que les véhicules d'intervention de nos forces de l'ordre sont à bout de souffle et qu'il n'y a tout simplement plus d'argent pour en acheter... à côté de ça on soutien à bout de bras Renault et ses véhicules électriques qui n'ont aucune utilité en les subventionnant à hauteur de 10 000 euros pièces.... Pathétique état de la France.

[Source Le Figaro ici](#) et [ici](#)

Il ne s'agit là que de quelques exemples, volontairement je n'ai pas abordé le corollaire de cet absence d'argent, à savoir l'augmentation de toutes les taxes et impôts. L'État ira, pour survivre, jusqu'au bout de sa logique mortifère. Incapable de nous réformer depuis 50 ans, vivant sur l'héritage des Trente Glorieuses qui ne sont plus qu'un vague souvenir, soumis à la pression de l'arrivée de centaines de milliers de nouveaux retraités chaque année à qui l'on demande environ 12 mois avant d'être en mesure de leur verser leur première pension, croulant sous le poids de décennies de dettes accumulées, étouffant sous une fiscalité qui sera de plus en plus prégnante jusqu'à tuer toute activité économique, ayant perdu notre souveraineté monétaire et budgétaire, notre pays est tout simplement factuellement financièrement condamné à la faillite et elle a, sous vos yeux, déjà commencé.

Il n'y a aucune raison d'espérer. C'est terminé. System failure... Global reset... Insert gold coins to restart... Error 404... Fatal error...

Pour le comprendre en musique, relisez cet article en écoutant le clip Skyfall (effet fin du monde garanti!!) « This the end » c'est [ici](#) !

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

À demain... si vous le voulez bien !!

[Pour le président letton, les dettes nationales disproportionnées deviennent le principal problème de l'Europe](#)

C'est une évidence que personne ne pourra jamais rembourser les dettes au niveau actuel atteint, ce qui conduit à la question si on ne rembourse pas... c'est qu'à un moment ou à un autre il faudra constater des pertes et cela porte

le nom de « défaut de paiement ». Un défaut de paiement est une faillite, ce qui pose la question suivante... Que se passera-t-il en cas de faillite de la France et de tous les autres pays ? Rien de bon évidemment, et les réponses à cette question (que se passera-t-il) font tellement peur, que personne ne veut y penser et tout le monde veut croire que ce ne sera pas le cas.

En réalité, la France est déjà en faillite. Mais nous ne sommes pas les seuls. Regardez le Japon, il masque derrière des pseudo-politiques de relance monétaire tout simplement sa faillite virtuelle.

Préparez-vous, il est déjà trop tard !!

Charles SANNAT

[La France est en faillite... pas l'or](#)

Je vous livre ici un billet invité, rédigé par notre camarade contrarien [Hubert Boeltz](#) du Cabinet HBA – Coach en sérénité patrimoniale, et j'aime beaucoup le titre qu'il s'est donné qui correspond parfaitement à la période que nous vivons et à la démarche qui est la mienne, à savoir que nous devons parler de patrimoine, d'assurance de son patrimoine et de sécurisation de son patrimoine. Comme vous le savez, je n'ai jamais profité du rebond boursier de ces 3 dernières années pour la simple et bonne raison que je n'y crois pas une seule seconde. Or je n'achète que ce que je comprends ! Tant pis, je ne spécule pas. Non, en réalité, comme la plus grande majorité de mes concitoyens, je recherche la sérénité patrimoniale comme le dit si bien notre camarade Hubert, contrarien de la première heure. Merci mon cher Hubert pour ce papier.

Charles SANNAT



Ce que l'on voit :

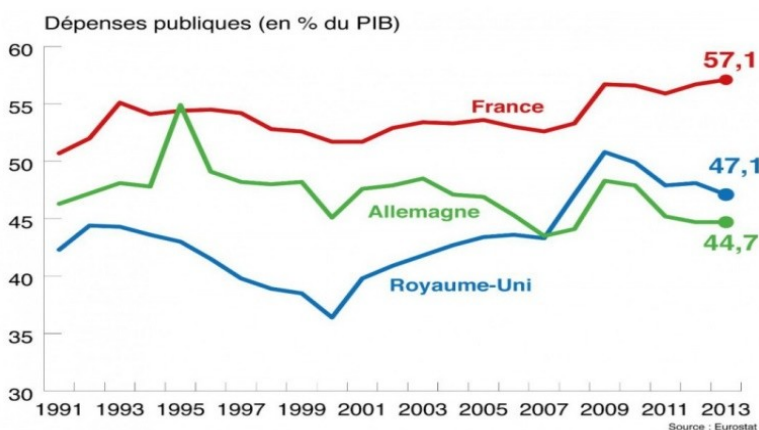
Souvenez-vous. Dans mon [billet du 13 avril 2012](#), j'écrivais « La question n'est pas de savoir si la France va faire faillite, mais de savoir quand et l'échéance se rapproche dangereusement ». Ou en est-on et quelles conséquences en tirer ?

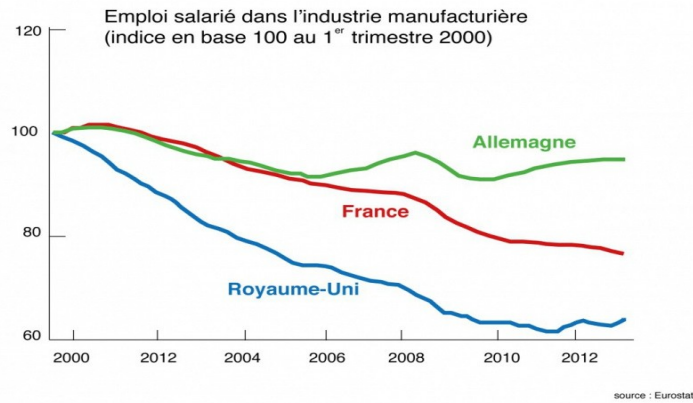
Il nous suffit d'actualiser les éléments que j'ai déjà longuement développés dans [mes différents écrits](#) depuis cette date. Restons fidèles à nos habitudes, des faits, uniquement des faits :

Vous le savez bien, tous les ans en automne, il y a les feuilles qui tombent, les soldes, mais aussi, et surtout... [les prévisions](#) de l'Union européenne.

Cette année, elles prennent un relief particulier. Pensez donc, le mardi 4 novembre 2014, la commission, par la voix de son commissaire aux affaires économique, [Pierre MOSCOVICI](#), annonce ses prévisions de croissance et de déficit public. Le nouveau commissaire européen est obligé de [contredire les chiffres](#) de l'ex-ministre des Finances. Cocorico, la France devient championne d'Europe du déficit rapporté à son PIB.

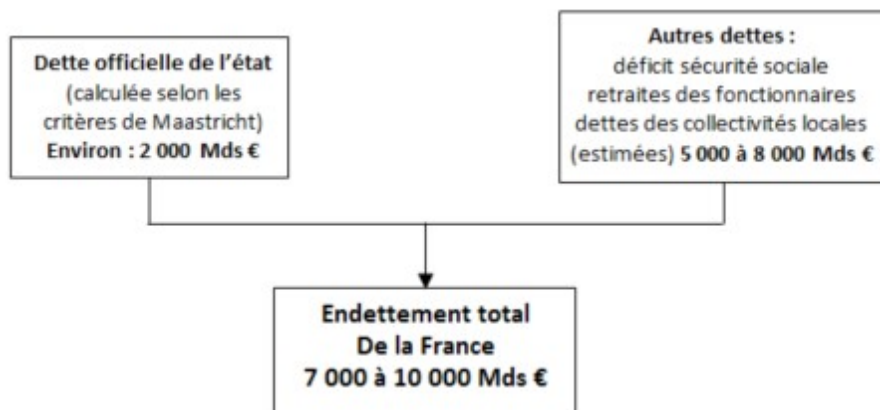
Des chiffres, encore des chiffres. Les médias nous en abreuvent tellement qu'ils finissent par ne plus nous dire grand-chose (serait-ce un peu le but recherché ?). Prenons du recul et résumons la situation actuelle de la France avec deux graphiques, particulièrement parlant, publiés récemment sur [Challenge.fr](#)





Deux dessins valant mieux qu'un long discours, les « crobards » ci-dessous nous permettront, je l'espère, de mieux comprendre ce qui se cache derrière les mots :

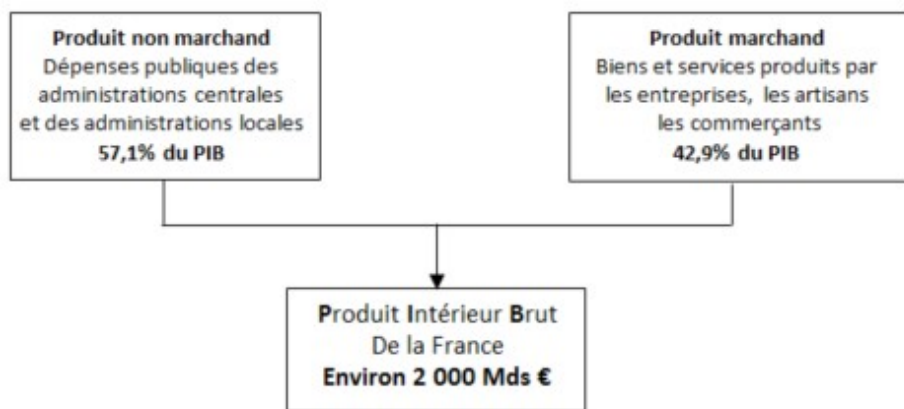
La dette de la France ([selon l'INSEE](#)) :



Bien évidemment, le monde politique ne communique que sur les seuls critères de Maastricht. Il en a parfaitement le droit, mais intellectuellement, est-ce bien honnête ? Même sur cette « fausse base », l'endettement « officiel » de la France est pratiquement égal à la totalité (2 000 Mds €) des richesses produites ([le PIB](#)).

Soyons plus curieux et intéressons-nous maintenant à la structure de notre PIB :

Composition du PIB de la France ([selon l'INSEE](#)) :



On voit parfaitement que la véritable richesse produite au niveau du pays représente moins de la moitié de notre PIB.

Le déséquilibre entre cette production et les dépenses publiques montre bien qu'aucune augmentation d'impôt (même massive) ne permettra d'atteindre l'équilibre financier. « Rassurez-vous », il y aura quand même des augmentations d'impôts, taxes et autres prélèvements, mais vous voyez bien qu'ils ne changeront rien à la situation financière catastrophique de notre pays.

Résumons :

- Sur la base de la communication officielle, nous avons une dette de 2 000 Mds € et la richesse produite est de 858 Mds € ($2\ 000 \times 42,9\ \%$). Il manque donc 1 142 Milliards d'Euros.

- Prenons maintenant des chiffres plus réalistes. 10 000 Mds € de dettes et 858 Mds € de richesses produites. Il manque.....9 142 milliards d'euros.

Même en retenant l'hypothèse « politiquement correcte », la France est bien en faillite.

Que le « bon peuple » ne s'inquiète pas. Nos politiques ont la solution : augmenter par tous les moyens la croissance, sous-entendu la croissance économique (les richesses produites). J'ai déjà développé largement le sujet, dans mon billet du 25 mars 2013. Je me contenterais donc ici de rappeler que depuis 50 ans, le rythme de la croissance diminue régulièrement. Je le redis : nous ne sommes plus dans un marché d'équipement, mais bien dans un marché de renouvellement. Les industriels l'ont bien compris puisqu'ils en sont à nous fournir des matériels à obsolescence programmée, pour continuer à maintenir leur chiffre d'affaires.

Quand je vous dis que la France n'est plus crédible. Même notre « Zidane national » se voit frappé d'une [demande de suspension](#) de trois mois en tant qu'entraîneur de l'équipe de réserve du Real Madrid, pour défaut de diplôme d'entraîneur !! Comme le chantait Édith Piaf, « [Tout fout l'camp](#) ».

Ce que l'on ne voit pas :

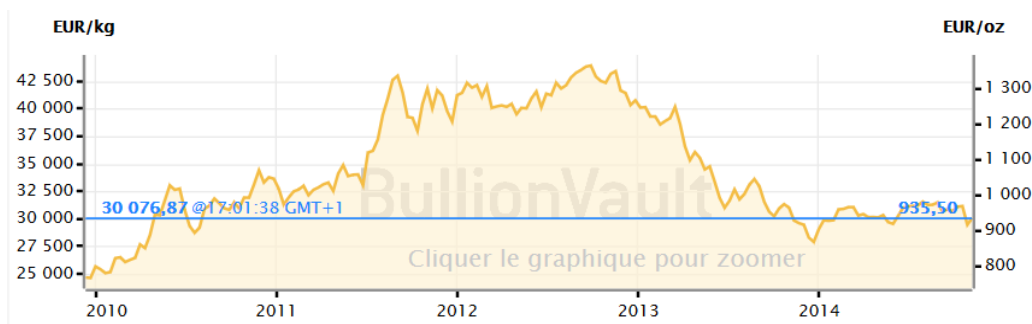
Cette situation de faillite n'est pas limitée à la France. TOUS les autres « pays développés », Amérique en tête, sont dans une situation analogue, voire pire pour les USA. Les États-Unis font encore illusion, grâce au statut de monnaie d'échange internationale du dollar, mais ce « privilège » tend de plus en plus à disparaître.

Je vous ai déjà [longuement expliqué](#) que « les marchés » font tout pour que l'or ne soit pas coté à son cours réel (basé sur l'or physique), mais sur une immense supercherie : la valeur de « [l'or papier](#) » autrement dit, les [ETF](#) sur l'or, [outrageusement manipulé](#) depuis plus d'une décennie.

Quelques nouvelles de mon feuillet préféré : « La Chine et l'or » :

- Le Shanghai Gold Exchange (SGE) a ouvert [le 18 septembre dernier](#), sa plateforme de trading de métaux précieux. Sa particularité est de garantir aux investisseurs qu'ils seront livrés effectivement en métal (or/argent) et que les transactions seront faites en yuan.
- Dans une [dépêche du 2 novembre 2014](#), la Chine déplore la baisse de la consommation d'or du pays. Pensez donc, elle a chuté de 21,42 % en un an ... pour s'établir à 754,82 tonnes d'or physique. Pour mémoire, la BCE en possède... [502 tonnes](#).

Dans mon [billet du 25 mars 2013](#), je vous ai déjà dit qu'il fallait faire comme la Chine pour limiter les effets directs et indirects de la « révélation de la situation exacte » de nos économies. Non seulement je persiste et signe, mais je pense que « [l'or bon marché](#) » ne va pas durer.



Nos grands médias nationaux nous ont-ils informés que plus près de chez nous, un événement serait susceptible de faire monter très significativement le cours de l'or ? Il s'agit de « [La votation](#) » du 30 novembre 2014 en Suisse.

Né d'une initiative populaire, le mouvement « Sauvez l'or de la Suisse » a été repris par une majorité des adhérents du parti politique l'[Union Démocratique du Centre](#) (UDC). Il a obtenu plus des 100 000 signatures de soutien nécessaires, pour qu'ait lieu ce référendum comme entériné par [l'arrêté fédéral du 20 juin 2014](#). La revendication est simple. En ces temps de tourmente financière, la crédibilité et la stabilité du franc suisse doivent être obtenues par la détention d'une importante réserve d'or physique, stocké sur le territoire Suisse.



Il s'agit donc de modifier la constitution suisse sur trois points :

- Les réserves d'or de la Banque Nationale Suisse sont inaliénables (fini les ventes).
- Elles doivent être stockées en Suisse (uniquement en Suisse).
- La Banque Nationale Suisse doit détenir une part plus importante de ses actifs en or (elle ne doit pas être inférieure à 20 %).

Alors que la Suisse possédait plus de 2 600 tonnes d'or, elle en a vendu la moitié entre 2000 et 2005, alors que les cours étaient au plus bas. En juillet 2014, pour un bilan total de 522 046 Millions de Francs suisses, les réserves d'or de la BNS ne représentent que 7 %, soit [1040 tonnes d'or](#), dont 30 % sont stockées à l'étranger (20 % à la Banque d'Angleterre et 10 % à la Banque du Canada).

Comme on s'en doute, une grande [partie des parlementaires](#) (y compris certains dirigeants de l'UDC) et la Banque centrale Suisse ([BNS](#)) sont « [vent debout](#) » contre ce vote et ont entrepris une [vaste campagne](#) de désinformation pour faire échouer l'adoption de ces trois principes, pourtant de bon sens. J'oserais même dire que ces trois points devraient être la règle de toutes les banques centrales.

Sur les 13 397 personnes qui ont participé au récent [sondage en ligne](#) du site

« 20 minutes.ch », 53 % sont favorables au oui.

Ce type de revendication n'est pas isolé. D'autres sont observés au Texas, en Allemagne, au Venezuela et aux Pays-Bas. Cette votation marque la volonté des peuples de mieux contrôler ses banques centrales. Elle inquiète au plus haut point les dirigeants politiques et les grands financiers, car c'est la remise en question du système monétaire mondial actuel qui est clairement mis en doute.

La probabilité d'un vote positif est prise très au sérieux par les milieux financiers des USA (note d'analyse de Bank of America Merrill Lynch, Wall Street Journal, magazine Forbes).

Figurez-vous que le compte PayPal du groupement initiateur de cette votation est gelé depuis fin octobre, sans aucune explication. Vous avez dit pressions ?

Si le OUI l'emporte le 30 novembre prochain, cela provoquerait probablement une sérieuse secousse sur les marchés financiers. De plus, l'effet boule de neige sur beaucoup d'autres pays pourrait bien entraîner le cours de l'or physique vers des sommets qui pourrait être « vertigineux ». L'or physique aujourd'hui n'est pas cher.

Le Japon doit faire faillite!

Michel Santi 21 novembre 2014



Le Japon ne s'est jamais vraiment attelé à résorber et à combattre ses endettements colossaux après l'implosion de ses multiples bulles dès 1989. Les dirigeants économiques et politiques de ce pays n'ont effectivement procédé qu'à des restructurations cosmétiques et à des liquidations de dettes en douceur, aux conséquences désastreuses pour leur système bancaire qui ne put survivre qu'à la faveur d'incessantes perfusions. L'Etat fut donc contraint de prendre à son compte à la fois les dettes de banques désormais qualifiées à

juste titre de « zombies », mais également celles de l'ensemble du secteur privé japonais sinistré pour avoir fait trop d'excès. A mesure que le secteur privé se mettait en mode épargne afin de soulager sa gueule de bois, les gouvernements successifs faisaient preuve d'un cruel manque de volonté politique et tentaient de compenser à la faveur d'une création monétaire hyper laxiste. Ce qui maintenait tant bien que mal leur économie tout en remettant à plus tard les décisions pénibles.

Les fonds publics continuellement injectés dans l'économie permettaient certes d'éviter la dépression, dans un pays qui dut néanmoins subir une série de récessions. Pour autant, cette générosité – ou ce manque de cran ? – de la part des politiciens eut une contrepartie catastrophique puisqu'elle se traduisit en un gonflement quasi morbide de l'épargne des privés. Comment ce pays parviendrait-il dès lors à casser cette spirale infernale et, ce, en l'absence de toute pression inflationniste et sans nulle autre croissance que celle insufflée par les fonds publics ? En toute logique, la déflation fut au rendez-vous qui, combinée à un déclin démographique majeur, devaient contribuer à voir s'affaïsser la position naguère dominante du Japon qui subit une longue agonie économique et qui se fit assez facilement distancer par la Chine.

Aujourd'hui, la conjugaison de facteurs comme la masse colossale de la dette publique japonaise, dans un contexte démographique catastrophique, au vu de la situation géopolitique du pays, et eu égard aux défauts structurels de son économie, empêchera le redémarrage au Japon d'une croissance authentique, saine, et qui pourra enfin voler de ses propres ailes sans l'assistance de l'Etat. Des études ont effectivement révélé que même un P.I.B. de 5% (ou de 3% nets en déduisant une inflation à 2%) n'autoriserait pas l'instauration d'une croissance qui serait entièrement redevable au secteur privé. Les réformes structurelles sont pourtant d'une urgence vitale dans un Japon qui n'en finit plus de stagner sous le poids des intérêts particuliers et du fait d'un système politique faible. En effet, si les deux premières « flèches » du gouvernement Abe furent relativement aisées à mettre en place. Si l'augmentation massive des dépenses publiques (flèche no. 1) et l'intense création monétaire ayant pour objectif de promouvoir l'inflation (flèche no. 2) purent être décrétées quasiment du jour au lendemain.

On ne voit pas comment Abe sera en mesure d'améliorer la productivité japonaise et de stimuler les investissements privés si ce n'est en imposant des

mesures impopulaires qui ne manqueront pas de déranger les « intérêts spéciaux ». A cet égard, les détails de cette « troisième flèche » – censée réformer son économie en profondeur – manquent cruellement de consistance et ne semblent absolument pas de taille à lutter contre les entreprises mort-vivantes qui jouissent de fonds publics prêtés à des taux défiant toute concurrence. Heureuses de vivre sous perfusion depuis des décennies au crochet de l'Etat et sans nulle remise en question, ces entreprises opèrent toutefois une concurrence déloyale vis-à-vis de celles qui tentent de faire des efforts en termes de productivité. L'activité anémique chronique au Japon est donc tout autant due à des déficiences de gouvernance qu'à une incapacité de l'Etat à trancher dans le vif, c'est-à-dire à interrompre la respiration artificielle en faveur d'entreprises qui nuisent à l'émergence d'authentiques faiseurs de croissance.

Le Japon a donc impérativement besoin d'une destruction qui ne pourrait s'avérer que créatrice, et qui consistera à laisser mourir l'ensemble de ses entreprises (et de ses banques) à l'agonie, pour enfin permettre l'émergence d'affaires neuves et en pleine santé. Ses dirigeants doivent donc avoir le courage politique de forcer au défaut, qui autorisera la liquidation en masse des dettes, et qui se révélera au final nettement plus efficace qu'une longue austérité inévitablement accompagnée d'encore et de toujours plus de stagnation économique. En outre, un défaut de paiement opérerait une redistribution depuis les riches en faveur des jeunes, tandis que l'austérité induit comme on le sait un mouvement inverse. L'Histoire du Japon étant à cet égard riche en enseignements : l'effondrement de l'ordre actuel, incontestablement en bout de course, y autoriserait une explosion de dynamisme et entrepreneuriat, et présiderait à un nouveau miracle économique. Un peu comme l'émergence de Sony ou de Honda après le cataclysme de la Seconde guerre mondiale, ou comme la Restauration Meiji. Les japonais ont aujourd'hui toutes les raisons pour opter en faveur d'un défaut de paiement sélectif, voire généralisé.

Six ans de crise, trois récessions...

Posté le 21 novembre 2014 par Bruno Colmant <http://blogs.lecho.be/colmant/>

C'est devenu une évidence : la zone euro retombe, pour la troisième fois depuis 2008, en récession.

Mais, au-delà des expressions sémantiques, c'est beaucoup plus grave : nous entrons à reculons dans les années trente, c'est-à-dire un mélange toxique de monnaie forte, de rigueur budgétaire et de récession déflationniste. Depuis 22 mois, le taux d'inflation est inférieur à 2 % et la croissance est en baisse depuis 16 mois.

Mais le constat ne suffit pas.

Il faut s'interroger sur les causes de cette situation apocalyptique.

Elles sont polymorphes, mais il est certain que les politiques de la Commission et de la BCE, concomitamment orientées vers la rigueur budgétaire et monétaire, ont aggravé la situation.

Par exemple, le bilan de la BCE est le seul des importantes banques centrales qui se soit contracté depuis 3 ans.

Mais, finalement, la contraction du bilan de la BCE ressortit aux anecdotes de l'Histoire que tout le monde aura oubliées dans 2 ans.

Ce qui se passe, c'est que le monde bascule dans d'autres géométries et que nous avons été dirigés par des hommes des années septante qui n'ont pas pris la mesure correcte du redéploiement du progrès dans l'ère digitale et technologique.

Tout s'est passé comme si la crise avait entraîné une attitude attentiste destinée à espérer qu'une croissance, venue d'on ne sait où, remette l'économie sur les rails.

Nous avons perdu six ans.

Six ans pendant lesquels peu de progrès ont été faits pour resserrer l'union européenne, pour relancer l'économie, pour reformuler une politique monétaire différenciée selon les pays et surtout pour préciser une politique industrielle et des services offensive et cohérente.

Les Suisses vont-ils revenir à l'étalon-or le 30 novembre prochain?

par Audrey Duperron · 21 nov. 2014 Express.be



En Suisse, de nouveaux référendums cruciaux se profilent. Le 30 Novembre prochain, le peuple suisse devra se prononcer sur trois sujets. Deux d'entre eux leur tiennent particulièrement à cœur : leur or et ... les impôts.

Le référendum sur l'or doit décider si la Banque centrale suisse doit être tenue de conserver au moins 60% de la valeur de ses avoirs en or dans ses propres coffres, comparativement à 7,5% aujourd'hui. En d'autres termes, la Suisse deviendrait le premier pays du monde à revenir à l'étalon-or au 21^{ème} siècle...

Si les citoyens helvètes votent majoritairement pour le oui, la Banque Nationale Suisse (BNS) devra rapatrier l'or qu'elle détient au Canada et en Grande-Bretagne, qui représente 30% de ses actifs, et acquérir l'or nécessaire qui lui manque pour porter ses réserves à 60% de ses actifs, soit 22,5% de ses actifs, sur le marché. La BNS disposerait de 5 ans pour acheter les 1700 tonnes d'or supplémentaires nécessaires pour compléter ses réserves, ce qui représente environ 70% de la production annuelle mondiale du métal précieux.

Le référendum pourrait avoir un impact important sur le marché de l'or. Cette semaine, un sondage qui pronostiquait la victoire du « non » a déclenché une baisse des cours de près de 20 dollars.

Le second référendum crucial doit trancher sur la levée d'une mesure fiscale appelée « forfait fiscal » qui permet aux millionnaires étrangers résidant dans certains cantons du pays d'être imposés à l'impôt sur le revenu sur la base de leurs dépenses, plutôt que sur les revenus de leur capital. Si le « oui » l'emporte, beaucoup perdront un avantage fiscal considérable, puisqu'ils ne payent que des montants d'impôts très modiques au regard de ce qu'ils devraient normalement payer. En 2012, 5634 personnes domiciliées dans 6 cantons, bénéficiaient de ce régime fiscal.

Mais le referendum est sans doute le signe que les Suisses commencent à se

lasser des privilèges accordés à une minorité.

Si le forfait fiscal est annulé, les résidents étrangers ultra-riches rechercheront peut-être un nouveau lieu de résidence plus clément pour eux sur le plan fiscal. Où iront-ils ? En Angleterre, ou en Belgique ? Faites vos paris...

Orgie et mal de crâne.....

Patrick Reymond 21 novembre 2014

Toute orgie finit de la même manière. On dégueule et on a mal au crâne. L'immobilier ne fait pas exception à l'histoire.

Ici ou ailleurs, on s'aperçoit que toutes les histoires se ressemblent : beaucoup de biens à vendre, peu d'acheteurs.

Les données de base sont têtues. Dans la plupart du territoire national, il y a plus de logements libres que de logements vacants.

Si le logement reste une priorité pour beaucoup de français, ceux-ci restent dans la même configuration. Avec un salaire médian à 1645 euros, même à deux, les possibilités d'endettement sont restreintes, 100 000 à 150 000 euros.

Cerise sur le gâteau, et comme dirait le regretté Audiard, les "cons, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît". On veut supprimer le prêt à taux fixe. Comme ça, l'immobilier vaudra vraiment plus rien du tout. Le risque sera transféré de la banque au quidam. Donc, on voudrait que le marché tombe à 200 000 unités (une vente tous les 175 ans, vu le nombre de logement), on ne s'y prendrait pas autrement. Donc, il n'y aura qu'une manière d'accéder à la propriété, c'est d'hériter. On la construit en terre pour 10 000 euros.

Dans cette situation de blocage, l'entretien se réduira au minimum, et la construction, en peau de chagrin. Dans les années 1930, c'était 100 000 logements/ an, ce sera sans doute un peu supérieur, mais guère plus. Sans compter toute la partie du parc qui sera à l'abandon, tombant doucement en ruine.

Déjà, sur la plupart du territoire national, la chasse à l'acheteur ressemble à la chasse au Dahut... Explication. Le marché de la résidence secondaire s'est effondré en 2007, et ne redécolle pas. Les biens en vente, donc, se retrouvent proposés à la seule demande locale, souvent très faible, sinon inexistante.

Donc, les patrimoines seront figés, et on assistera à une féodalisation certaine. Les rares ventes se feront avec apports personnels, crédits amicaux et familiaux et prêts vendeurs. Les prêts vendeurs peuvent s'étaler sur des décennies, ou des siècles, et là aussi, conduire à des sujétions éternelles ou importantes, ou au contraire à des quasi-escroqueries.

Pour ce qui est des baisses annoncées, elles sont risibles. - 20 % à 300 000 ou 400 000 euros. Certains ont du mal avec la réalité, encore.

Mais, sans doute, le crédit crunch qui s'en suivra a une autre finalité : faire des prêts à taux variable sur tout, le frigo, la bagnole, les soins que ne remboursera plus la sécu. Mais, là aussi, c'est mort, la marque d'un temps ancien. Sans doute, le marché du frigo d'occasion a dépassé celui du neuf, la bagnole est souvent achetée à tout petit prix, quand aux études des gosses, ils iront la finir par formation imposée par Paul l'emploi.

Pour ce qui est de la santé, là on va rire. Le "marché" de la santé est aussi au plus mal. Le privé veut être privé, mais avec la garantie publique. Une "grève illimitée", des cliniques privées est envisagée. Tant mieux, ça évitera toutes les opérations inutiles qu'elles font, en manipulant le client, pour verser de plantureux dividendes à leurs actionnaires.

Ces cliniques font littéralement leur marché chaque jour, en opérant tout ce qui leur tombe sous la main, sans souci des conséquences, et le grand professeur prend une rallonge au passage pour opérer lui-même...

Le monde médical est largement étranger aux progrès de l'espérance de vie, qui est largement causé par l'amélioration du cadre de vie, et par une médecine à trois sous. Comme Knock jadis, il est arrivé au stade où il crée souvent plus de maladies qu'il n'en soigne réellement.

Les seniors, les plus consommateurs de soins, de "plus en plus touchés par la pauvreté", feront de très mauvais moutons. D'abord, on ne prête pas aux vieux, et leurs maladies sont incurables. Déjà que leurs héritiers n'arrivent pas à payer la maison de retraite...

[Comment l'Islande a mis en prison ses banquiers indéliçats](#)

Par Pascal Riché Publié le 20-11-2014 Le Nouvel Observateur

L'ancien directeur général de la deuxième banque islandaise jusqu'à l'effondrement du secteur financier du pays en 2008 a été condamné à de la prison ferme. Et bien d'autres dossiers attendent.



"Pourquoi l'Islande arrive à envoyer les patrons de banque en prison, et pas les autres pays ? Il y a une explication locale ?", [se demande-t-on](#) sur Twitter.

Ce mercredi matin, l'ancien responsable de Landsbanki, la seconde banque du pays avant le krach bancaire en 2008 (qui a entraîné l'effondrement complet du pays) a été condamné à 12 mois de prison, dont trois ferme, par un tribunal de Reykjavik.

Sigurjon Arnason, 48 ans, était accusé de manipulation du cours des actions de la banque. Pour soutenir ceux-ci, Landsbanki prêtait de l'argent à des investisseurs, à condition qu'ils achètent en retour des actions... Deux autres anciens cadres-dirigeants de la banque ont été condamnés par le même tribunal à neuf mois dont trois ferme, pour avoir participé à la combine.

La réponse à la question posée sur Twitter est à rechercher dans la volonté de faire de la crise financière un sujet politique : dès l'explosion du système, les Islandais ont pris la question à bras le corps, réfléchi à leur "contrat social", bref, politisé le sujet.

- Ils ont manifesté dans les rues de Reykjavik et obtenu la [chute du gouvernement de droite](#) qui dirigeait alors ce petit pays ;
- Ils ont [organisé des référendums](#) qui ont conduit à refuser le remboursement, par les contribuables, des épargnants étrangers lésés ;
- Ils ont engagé un processus de révision de la constitution ([qui n'a pas abouti](#)) ;
- Ils ont enfin décidé de nommer un procureur spécial (Olafur Thor Hauksson, alors commissaire de police d'Akranes, un petit port de

6.500 habitants) pour traquer les éventuels délits commis par les responsables : les “néo-vikings” indéliçats, ces financiers peu scrupuleux qui étaient encore des stars en 2007, mais aussi les responsables politiques du désastre.

Les "banksters" ? Beaucoup vont bien, merci

Cela dit, il ne faut pas trop exagérer les résultats de cette traque judiciaire : la justice n'a pas poursuivi les "responsables de la crise", mais les responsables de délits avérés.

Un seul homme politique, bouc émissaire facile, a été jugé : Geir Haarde, l'ancien Premier ministre à l'époque du Krach. Il risquait deux ans de prison ; finalement, il a été jugé coupable d'une broutille, sans qu'aucune sanction ne soit prononcée : le tribunal lui a reproché de ne pas avoir organisé de réunions gouvernementales après la chute de la banque Lehman Brothers en septembre.

Son mentor et prédécesseur de 1991 à 2005, David Oddsson, qui était au moment de la crise gouverneur de la Banque centrale (une fonction dans laquelle il s'était lui même nommé) est passé entre les gouttes. Il est vrai qu'il dirige depuis un des plus influents quotidiens islandais, "[Morgunbladid](#)" (le journal du matin). "Un peu comme si on avait nommé Richard Nixon à la tête du 'Washington Post' pendant le Watergate", s'était alors moqué "[le Monde diplomatique](#)"...

Quand aux "banksters", ils vont dans l'ensemble très bien. Mais quelques un d'entre eux, et pas des moindres, ont été condamnés pour des malversations précises. La [justice](#) a trouvé de quoi condamner les dirigeants des trois banques en [faillite](#) :

- Larus Welding, ancien patron de la banque Glitnir ;
- Hreidar Mar Sigurdsson et Sigurdur Einarsson, ex-dirigeants de la banque Kaupthing ;
- Et maintenant Sigurjon Arnason, patron de Landsbanki ainsi que deux autres cadres.

Six ans de traque

Lorsqu'il a été nommé, le procureur spécial Olafur Thor Hauksson, homme

massif au visage débonnaire, s'était fait conseiller par Eva Joly (oui, notre Eva Joly). Il a ouvert des enquêtes sur environ 90 personnes. Son bureau a employé jusqu'à 110 personnes, de quoi rendre jaloux la brigade financière de Paris.

Il n'a pas chômé : il a fait arrêter dès 2010 Hreidar Mar Sigurdsson, l'ex-patron de la banque Kaupthing qui a passé 12 jours en détention préventive. Puis il a lancé un mandat d'arrêt international contre Sigurdur Einarsson, l'ancien président non-exécutif de même banque, qui ne voulait pas répondre à ses convocations.

Autre épisode marquant, quelques mois plus tard, en janvier 2011, il a perquisitionné la Banque Centrale Islandaise ! Le même jour, il a arrêté Jon Thorsteinn Oddleifsson, l'ancien directeur financier de la banque Landsbanki... En décembre, il a inculpé Larus Welding, ancien patron de Glitnir Bank. Puis, en janvier, les deux dirigeants de la banque Kaupthing, Sigurdur Einarsson et Hreidar Mar Sigurdsson sont poursuivis pour "fraude" et "manipulation de cours", de même que le deuxième actionnaire de la [banque](#), Olafur Olafsson. Ils ont été condamnés à de lourdes peines en décembre 2013...

Mais six ans après le krach, des dizaines de dossiers sont encore ouverts. Ils ont pris du retard du fait, souvent, des procédures internationales, parfois de changements législatifs islandais... Hauksson s'était donné jusqu'à fin 2014 pour tout boucler. Personne n'y croit trop.

En attendant, une bonne partie des brigands milliardaires reconstruisent leur petit business et se la coulent douce. Les quelque 20 à 30 financiers --un club exclusivement masculin -- qui ont poussé l'Islande vers le gouffre vivent bien pour la plupart. Certains sont restés en [Islande](#), beaucoup se sont dispersés dans le monde, dans les villes où l'argent tourne. Ils vivent dans de somptueux appartements à Londres, au Luxembourg, à Lausanne, à Toronto, ou à Saint Petersburg...

On a pu croiser, dans les mois qui ont suivi le krach, dans certains bars, leurs photos dans les urinoirs : à défaut de pouvoir les juger, les Islandais leur pissaient dessus...

[Aux Etats-Unis, le Congrès accuse trois banques de manipuler les prix des matières premières](#)

Le Congrès américain a accusé les banques Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Morgan Stanley d'[avoir](#) « *potentiellement* » manipulé les prix des matières premières, dont ceux de l'aluminium. Dans un rapport rendu public mercredi 19 novembre, une commission sénatoriale accuse ces trois grands établissements de Wall Street de s'[être](#) « *engagés dans des activités risquées* » au détriment des industriels et des consommateurs.

« *Depuis 2008, Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Morgan Stanley sont engagées dans plusieurs milliards de dollars d'activités concernant les matières premières physiques, en contrôlant ou en étant propriétaires de vastes stocks* » de brut, de gaz naturel, d'aluminium, d'uranium, entre autres. Ces banques sont, d'après l'enquête du Sénat, détentrices d'entrepôts de stockage, de centrales électriques, de mines de charbon et de sites de gaz naturel et de pipelines.

Or ce mélange de genres entre leur métier de banquier et le commerce engendre une concurrence déloyale face aux industriels et autres acteurs non bancaires. Il « *leur permet de [bénéficier](#) de coûts d'emprunts bas contrairement aux autres intervenants* », fustigent les sénateurs. Et d'[accuser](#) les trois fleurons de Wall Street de s'[être](#) servis de leur position pour « *manipuler ou [influencer](#) les prix des matières premières* ».

« CLASS ACTION »

Les sénateurs plaident notamment pour un désengagement des banques du courtage des matières premières. Chez JPMorgan, on faisait [valoir](#) mercredi que la banque avait déjà cédé une grande partie de [ses](#) activités dans les matières premières. Des auditions de responsables des trois banques sont prévues jeudi 20 et vendredi 21 novembre au Sénat.

Le fonctionnement du marché de l'aluminium est tout particulièrement dans le collimateur des autorités américaines depuis plus d'un an après qu'un fabricant américain de poutres en aluminium, Superior Extrusion, a lancé une action en nom collectif (*class action*) visant Goldman Sachs et le London Metal Exchange (LME), principale place boursière mondiale sur le marché des métaux. La plainte les accuse de « *comportements anticoncurrentiels et monopolistiques dans le marché du stockage d'aluminium* ».

Le régulateur des matières premières et produits dérivés, la CFTC, a ouvert

une enquête élargie à JPMorgan, Morgan Stanley et le courtier en matières premières Glencore Xstrata.

LA LUTTE DES SALARIÉS CONTRE « L'AUSTÉRITÉ »

Publié le 12 novembre 2014 par robertbibeau



La guerre à l'austérité

Peut-on mener la guerre contre « l'austérité » ? Peut-on gagner la bataille contre les politiques économiques visant à réduire les revenus disponibles par le recours aux impôts excessifs, le gel des salaires, l'emprunt forcé, et les restrictions au crédit à la consommation ? **Le but recherché par ces politiques serait le retour à l'équilibre fiscal gouvernemental afin de rembourser la dette souveraine (sic).**

Un groupe de militants anarcho-syndicalistes prétend que les municipalités se seraient infligé des sévices financiers en ne versant pas leurs cotisations aux fonds de pension. Ils comparent les politiciens à des mafieux. Ils ajoutent que les compagnies refusent de verser leur cote part aux régimes de retraite alors qu'elles engrangent des profits et mènent la grande vie. En ce qui concerne la « classe politique » disent-ils, elle n'aurait aucun courage et mangerait dans la main des entrepreneurs. Enfin, ces gauchistes ajoutent que « *Les pays qui ont appliqué l'austérité sont ceux où les taux de profit se sont maintenus* » (1). Doit-on rappeler à ces camarades que l'économie capitaliste est régie par des lois impératives auxquelles municipalités, politiciens, entrepreneurs et gouvernements bourgeois sont soumis sous peine de périliter et de disparaître? Un honnête politicien bourgeois et un capitaliste charitable ne peuvent que se soumettre aux lois de l'économie politique. Il est faux de prétendre que « *les entreprises engrangent les profits et mènent la vie de pacha* ». **Si c'était le cas, l'économie capitaliste ne serait pas en crise et nul n'aurait besoin de mesures d'austérité pour rétablir les taux moyens de profits.**

Un partisan ouvrier décrit ainsi les conséquences des politiques gouvernementales d'austérité sur les populations concernées : « *D'un côté, les travailleuses et travailleurs sont écrasés par les taxes, les remboursements hypothécaires et les autres dettes, les contributions croissantes à leurs fonds de retraite dont les prestations deviennent aléatoires selon les performances du marché et les lois arbitraires, pendant que leurs salaires stagnent compte tenu de l'inflation, que leurs emplois se précarisent et que les conditions de travail se détériorent.* » Ce militant ajoute « *l'austérité permettra aux riches de baisser leur fardeau fiscal alors que ce sont les baisses d'impôt des revenus élevés, des gains de capitaux, des profits et du capital qui causent l'austérité* » (2).

Les conséquences décrites de la crise économique sont véridiques. Mais anarcho-syndicalistes et militant gauchiste font fausse route quand ils s'éprennent du salmigondis que la **Confédération des Syndicats Nationaux** (CSN) a déposé en commission parlementaire. Ce ne sont pas les baisses d'impôts pour quelques sections que ce soit de la population qui expliquent les mesures d'austérité prises par le capital privé ou étatique. À preuve, la semaine dernière le gouvernement fédéral a annoncé des baisses d'impôts pour les familles canadiennes (3). Il y a quelques mois Barack Obama a haussé le revenu minimum aux États-Unis. Il est généralement admis que ces mesures n'auront aucun impact ni sur le déroulement de la crise économique systémique ni sur les politiques d'austérité des gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux canadien ou américain.

L'austérité est une ultime tentative pour sortir de la crise systémique

Les mesures gouvernementales d'austérité imposées dans différents pays à travers le monde (ce qui comprend Cuba, Bolivie, Venezuela, Suisse, Suède, Chine, France, etc.) découlent de la crise économique systémique qui confronte l'ensemble de l'économie globalisée et internationalisée. **Les mesures d'austérité sont les conséquences et non pas les causes de la crise économique systémique.** Pour faire cesser les politiques d'austérité, l'économie capitaliste devra relancer la croissance de ses profits qui sont en pannes depuis une décennie, mais rien ne laisse présager une telle éventualité. Les mesures d'austérité gouvernementales et celles du capital privé (qu'il ne faudrait pas oublier) visent à **restreindre les dépenses dans les programmes sociaux, éducatifs et culturels destinés à la reproduction**

de la force de travail et à réduire le coût du travail salarié pour les entreprises privées. Impossible de contrer ces politiques d'austérité sans d'abord résoudre la crise économique de surproduction. Or, **il n'y a aucun moyen de résoudre la crise de surproduction sans détruire des moyens de production.** Laisser croire le contraire aux militants sincères serait faire le jeu des magistères du capital.

Dans son mémoire, la CSN établit ainsi la dichotomie austérité/prospérité qui confronte l'économie politique québécoise et canadienne : « *les déficits courants sont faibles en proportion du PIB et sont essentiellement conjoncturels (sic); la dette publique est maîtrisée et le faible endettement du gouvernement canadien par rapport à celui des autres pays développés réduit le poids de la dette pour les contribuables québécois (...) rien ne justifie les compressions draconiennes mises en œuvre par le gouvernement du Parti libéral* ». **Selon la CSN il n'y aurait pas de crise économique systémique.** La centrale syndicale poursuit ses supplications en direction des «postillons» des grands patrons de cette façon : « *Le gouvernement doit considérer d'accentuer la progressivité de l'impôt sur le revenu, puisqu'il est évident que les importantes baisses d'impôt dont ont bénéficié les contribuables à haut revenu ces dernières décennies n'ont pas généré l'accélération de la croissance économique annoncée par les idéologues néolibéraux.* » Enfin, le prieré syndical dans un grand élan social argue que « *le gouvernement pourrait évaluer la possibilité d'instaurer un impôt minimum, de réintroduire la taxe sur le capital pour les institutions financières, de revoir certains crédits d'impôt dont bénéficient les entreprises, de lutter de façon plus efficace contre les paradis fiscaux et l'évitement fiscal agressif. Finalement, compte tenu des taux en vigueur dans d'autres juridictions fiscales, une hausse de l'impôt sur le revenu des entreprises est parfaitement envisageable. D'autant plus que les baisses d'impôts octroyées ces dernières décennies à l'échelle canadienne ont été inefficaces pour stimuler l'investissement privé et la croissance économique* » (4).

La CSN se fait le parangon de l'ex-ministre Jacques Parizeau, le grand économiste du Parti québécois qui aujourd'hui défend cette thèse keynésienne, mais qui, en 1981, a coupé les salaires des fonctionnaires au lendemain d'un référendum perdant. Il faut se rappeler que les politiques d'austérité ont précédé les gouvernements Landry – Charest – Marois –

Couillard (5). La CSN prétend qu'une fiscalité plus équitable réglerait le mal social qui nous accable. Pourtant, aucun gouvernement n'applique ces recommandations « raisonnables ». **Si un État s'avisait d'appliquer ces propositions «socialisantes» (sic), cela découragerait l'investissement capitaliste et ferait fuir les riches vers d'autres horizons plus cléments pour leur argent.** Le gouvernement américain de Barack Obama sans affinité « socialiste » vient de l'apprendre à ses dépens. Des entreprises comme Apple, Google et Microsoft délocalisent leurs profits vers les paradis du crédit à petit prix et si l'État américain intervient elles menacent de délocaliser leur siège social comme Burger King (USA) là fait récemment avec Tim Horton (Canada). (6)

Comment faire reculer l'État des riches

Tous les pays où les gouvernements taxent et imposent lourdement les financiers et les hauts salariés (43 % d'imposition aux É.-U.) imposent cependant des mesures d'austérité. **Ces mesures gouvernementales d'austérité ne visent pas à rétablir l'équilibre budgétaire et à rembourser la dette souveraine comme le laisse croire le maelstrom médiatique dominant,** mais à rétablir les profits des dominants. Une fois compris ce principe que « l'austérité » est la réponse capitaliste à la crise systémique qui ébranle l'économie impérialiste, la question se pose à savoir si travailleurs et travailleuses peuvent contrer ces politiques de restriction, et comment faire reculer l'État des riches ?

Peut-on faire reculer l'État en défilant devant les édifices de gouvernement ? Peut-on faire reculer l'État en le menaçant de notre unité étudiante, citoyenne, chômeuse, féministe et syndicaliste en route vers la solidarité à déambuler ? Nous ne le croyons pas. La grève étudiante de 2012 ne fut pas d'abord une marche incessante à travers la communauté urbaine, mais surtout une grève militante qui a bloqué de manière étanche de nombreuses facultés universitaires et plusieurs Cégeps.

Pour faire reculer l'État des riches dans ses politiques d'austérité il faut établir un rapport de force de classe qui l'amène à en évaluer le coût économique d'abord et politique ensuite vis-à-vis le bénéfice qu'il retire à poursuivre ses attaques contre les salariés, les étudiants et les déshérités. À notre avis seule la grève générale illimitée pourra faire reculer l'État policier des financiers.

Rester de bons européens dans l'Europe finie

Jean-Marc Jancovici Tribune parue dans Les Echos du 14 octobre 2014

site de l'auteur : www.manicore.com - contacter l'auteur : jean-marc@manicore.com

NB : le texte est celui envoyé au journal. Le lecteur trouvera sous le texte des graphiques illustrant certains des propos tenus ci-dessous (graphiques évidemment non publiés dans le journal).

Nous le savons tous : trop de locataires dans le même appartement, trop de bénéficiaires du même salaire, ou trop d'estomacs affamés autour d'un même repas ne sont jamais faciles à concilier avec l'harmonie du "vivre ensemble". C'est bien là le défi que l'Europe doit désormais affronter. Physiquement, notre continent est de plus en plus à l'étroit : les terres agricoles se contractent, notre production minière est en diminution, tout comme notre approvisionnement énergétique depuis 2007.

De ce fait, la quantité totale de ressources naturelles transformées par notre activité, que nous appelons parfois "production industrielle", est passée par un maximum en 2007 et est désormais en baisse. En 6 ans (2007 – 2013), l'Europe a ainsi perdu 9% de sa production industrielle, avec il est vrai une répartition variable : -13% au Royaume Uni, -14% au Danemark, -4% (seulement !) en Suède, -22% en Finlande, -19% en Italie, -22% en Espagne... L'Allemagne fait glorieusement 0%, le Japon -8%, et même les USA doivent aussi se contenter de 0%, nonobstant les gaz de schiste. L'industrie procédant nécessairement de la transformation de ressources physiques, rien ne permet de penser que la courbe va s'inverser.

Mais le PIB n'est-il pas revenu au niveau de 2007 ? Certes, mais c'est grâce à une production "non physique", vraisemblablement faite de bulles d'actifs, allant de pair avec un endettement qui a explosé. En 6 ans, la dette publique ramenée au PIB a gagné 15 à 20% un peu partout dans l'OCDE, et la dette privée a suivi le même chemin. Les pays qui ont "rattrapé" le plus vite leur PIB sont aussi ceux où la dette a le plus augmenté en relatif.

Elle a grimpé de 50 points de PIB en 6 ans au Royaume-Uni, et de 80% aux USA ! [NDR : c'est la dette qui a grimpé de 80% aux USA, la dette ramenée au PIB est elle passée de 62% à 104% du PIB, ce qui n'est déjà pas mal]. La

fin de l'histoire, dans 2 ans ou dans 50, sera soit de l'hyperinflation, soit la réédition de l'emprunt russe...

Préserver l'Europe dans ce contexte, cela va bien ressembler à garder l'harmonie dans un appartement de plus en plus peuplé, avec une table de repas qui a tendance à se dégarnir, et un compte en banque qui suit le même chemin. Vaste programme, auquel tout amoureux de la paix doit s'atteler en urgence.